

Director General, Program Evaluation Branch, Department of Employment and Immigration

directeur général, Direction de l'évaluation des programmes, Politique stratégique et planification, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

October 4, 1990 Mrs. Mary J. Murphy, Executive Director, Corporate Management and Secretary General, and Mr. Avrim D. Lazar, Director General, Review, **Public Service Commission**

Le 4 octobre 1990 Mme Mary J. Murphy, directrice exécutive, Gestion ministérielle et secrétaire générale, et M. Avrim D. Lazar, directeur général, Revue, Commission de la fonction publique

November 8, 1990 Mr. Guy Leclerc, Deputy Comptroller General, Program Evaluation Branch, and Mr. John Mayne, Director, Evaluation Policy, Office of the Comptroller General

Le 8 novembre 1990 M. Guy Leclerc, sous-contrôleur général, Direction de l'évaluation des programmes, et M. John Mayne, directeur, Division de la politique d'évaluation, Bureau du contrôleur général du Canada.

CALL LETTER

Recognizing that it could call only a limited number of witnesses during the time allotted for the study of the Main Estimates, the Committee undertook to obtain a wider range of views on the program evaluation system by authorizing the Chairman to write to the deputy heads of all federal government departments and the major departmental agencies; departmental agencies are covered by the Treasury Board's requirement to evaluate their programs periodically, whereas Crown Corporations are not. The Chairman's letter is reproduced as Annex 1 of this report, which includes a list of the departments and agencies to which it was sent. It requested: a description of the program evaluation function in the department or agency and the resources provided for it in the 1990-91 Estimates; a list of completed evaluation studies, assessments and frameworks; the program evaluation plan covering the next several years; and examples of the use of evaluation findings in decisions to change program resource levels.

All the departments and agencies that were canvassed have now responded to the Committee's request. The responses are voluminous and do not form part of this report. They can be made available, however, to Senators and other interested persons. The Committee has been informed that copies of the responses were also sent to the Office of the Comptroller General, which does not routinely collect the information in this form.

LETTRE D'APPEL

Reconnaissant qu'il ne pourrait entendre qu'un nombre limité de témoins pendant la période prévue pour l'étude des prévisions budgétaires, le Comité a entrepris de recueillir des opinions plus variées sur le système d'évaluation de programme en autorisant le président à écrire aux sous-chefs de tous les ministères et des principaux organismes fédéraux; la directive du Conseil du Trésor vise les organismes mais non les sociétés d'État. La lettre du président est reproduite à l'annexe 1 de la présente, qui comprend également la liste des ministères et organismes auxquels elle a été envoyée. Cette lettre demandait : une description de la fonction de l'évaluation de programme dans le ministère ou organisme et les ressources prévues à cette fin dans les prévisions budgétaires 1990-1991; une liste des études, évaluations et cadres d'évaluation menés à bien à la date de réception de la lettre; le plan d'évaluation de programme pour les prochaines années; et des exemples de l'utilisation des résultats d'évaluations dans les décisions visant le changement des niveaux de ressources prévus pour les programmes.

Tous les ministères et organismes contactés ont répondu à la demande du Comité. Les réponses sont volumineuses et ne sont intégrées dans le rapport. Elles peuvent néanmoins être mises à la disposition des sénateurs et autres personnes intéressées. L'on a d'autre part fait savoir au Comité que des copies des réponses ont également été envoyées au Bureau du contrôleur général, qui ne compile pas régulièrement de données sous cette forme.